

Réformes du septennat giscardien

I. Politique intérieure

Institutions et décentralisation

Institutions

1. Abaissement de la majorité électorale à 18 ans – loi du 5 juillet 1974
2. Réforme des modalités de vote des Français à l'étranger – loi du 31 janvier 1976
3. Contrôle de la publication et de la diffusion des sondages d'opinion en période électorale – loi du 19 juillet 1977
4. Financement des partis politiques – conseil des ministres du 10 septembre 1979
5. Projet de loi sur la participation des femmes aux conseils municipaux – conseil des ministres du 6 juin 1979
6. Projet de réforme relatif au cumul des mandats – conférence de presse du 14 juin 1978
7. Extension de la saisine du Conseil constitutionnel – loi du 26 décembre 1974
Droit de réponse de l'opposition sur les antennes – 1^{re} application le 5 septembre 1978
8. Mission confiée à Robert Fabre, député de l'opposition, sur le problème de l'emploi – 4 septembre 1978
9. Participation des parlementaires de l'opposition à la délégation accompagnant le président de la République à l'ONU – 25 mai 1978
10. Propositions de rencontre avec les dirigeants de l'opposition – octobre 1974, août 1975, mars et juin 1978, avril 1979, janvier 1980

Décentralisation

11. Réforme des statuts de la ville de Paris – loi du 31 décembre 1975
12. Création de l'établissement public régional d'Ile-de-France – loi du 6 mai 1976
13. Projet de loi relatif au développement des responsabilités locales – conseil des ministres du 19 décembre 1978
14. Aménagement de la fiscalité directe locale, comportant notamment le vote direct des taux – loi du 10 janvier 1980
15. Dotation globale de fonctionnement pour les collectivités locales – loi du 11 octobre 1978
16. Création du fonds de compensation de la TVA au profit des collectivités locales – loi du 13 septembre 1975
17. Moyens et locaux mis à disposition des associations – arrêté du 27 octobre 1976 sur les locaux collectifs résidentiels
18. Pouvoirs d'avis et d'action en justice donnés aux associations en matière d'urbanisme – loi du 31 décembre 1976

Réforme administrative

Protection

19. Renforcement des pouvoirs du médiateur de la République et création de correspondants départementaux du médiateur – loi du 24 décembre 1976
20. Création des conciliateurs – décret du 20 mars 1978
21. Création de la commission Informatique et libertés – loi du 6 janvier 1978
22. Obligation de motiver les actes administratifs – loi du 11 juillet 1979
23. Ouverture d'un droit d'accès aux documents administratifs – loi du 17 juillet 1978
24. Possibilité de condamnation de l'État à des peines d'astreinte – projet de loi adopté en conseil des ministres du 19 avril 1977
25. Garanties nouvelles accordées aux contribuables – loi du 29 décembre 1977
26. Recouvrement par le Trésor public des pensions alimentaires – loi du 11 juillet 1975
27. Création d'un numéro unique d'appel pour le SAMU – circulaire du 6 février 1979
28. Exonération de la taxe de raccordement téléphonique pour les personnes âgées de plus de 65 ans allocataires du fonds national de solidarité, et mise en place progressive d'un système de téléalarme pour les personnes âgées – conseil des ministres du 11 janvier 1977

Institutions

29. Programmes annuels de simplification administrative, adoption de 208 mesures – conseils des ministres du 21 septembre 1977, 15 février 1978, 14 février 1979 et 12 mars 1980
30. Création de comités d'usagers auprès des ministres – conseil des ministres du 2 octobre 1974
31. Polyvalence des services postaux en milieu rural – conseils des ministres des 8 février 1978 et 26 septembre 1979
32. Généralisation de l'ensemble du territoire du paiement mensuel de l'impôt – loi de finances pour 1980
33. Suppression des acomptes provisionnels pour les cotisations fiscales inférieures à 750 F. – loi de finances pour 1980
34. Mensualisation des paiements de pensions – loi de finances pour 1975
35. Obligation pour l'État de payer ses marchés dans un délai maximum de 45 jours – loi de finances pour 1976 et décret du 29 août 1977
36. Création de la carte orange dans les transports collectifs parisiens – comité interministériel du 13 février 1975
37. Suppression de la redevance radio – conseil des ministres du 21 novembre 1977
38. Possibilité pour les caisses d'épargne de délivrer des chèquiers à leurs clients – décret du 12 janvier 1979
39. Suppression du contrôle des billets dans les gares – conseil des ministres du 15 février 1978
40. Simplification des demandes et conditions d'attribution du permis de construire – conseil des ministres du 21 septembre 1977

41. Envoi à domicile des imprimés de déclaration de revenus – conseil des ministres du 21 septembre 1977

Information

42. Édition annuelle d'un guide des droits et démarches – 4 éditions depuis février 1977
43. Création de directions chargées des relations avec le public au ministère de l'Économie et du Budget – décret du 6 mai 1977 ; au ministère des Affaires étrangères (direction des Français de l'étranger) – décret du 6 août 1977
44. Création de centres d'information (24 centres d'information féminine, 12 centres d'information jeunesse, 25 centres d'information pour l'habitat, 8 centres interministériels de renseignements administratifs par téléphone de 1974 à 1980)
45. Création du conseil d'information sur l'électricité électro-nucléaire – décret du 10 novembre 1977
46. Lancement d'expériences de radios locales et de radios thématiques – conseils des ministres des 31 octobre 1979, 2 et 20 janvier 1980

Économie et finances

Croissance

47. De 1974 à 1979, la France vient au 2^e rang parmi les 6 principaux pays de l'OCDE pour le rythme de la croissance (2,9 %)

Investissement

48. De 1974 à 1979, la France a eu un taux d'investissement par rapport au PIB de 22,6 % ce qui la place au 2^e rang parmi les 6 principaux pays de l'OCDE.
49. Retour à la liberté des prix des produits industriels – arrêté du 1^{er} juin 1978
50. Orientation de l'épargne vers le financement des entreprises – loi du 13 juillet 1978
51. Création des prêts participatifs – loi du 13 juillet 1978

Lutte contre l'inflation

52. De 1974 à 1979, la France vient au 4^e rang parmi les 6 principaux pays de l'OCDE pour le rythme d'augmentation des prix de détail (10,8 %)

Exportation

53. Création d'un secrétariat d'État – décret du 18 juin 1974 – puis d'un ministère du Commerce extérieur – décret du 31 janvier 1975
54. Augmentation de l'enveloppe des crédits spéciaux pour le financement des investissements des entreprises exportatrices – conseils des ministres des 2 février 1977, 6 septembre 1978 et 2 janvier 1980
55. Octroi d'une enveloppe de prêts participatifs pour le financement des investissements à l'étranger – conseil restreint du 2 août 1979
56. Conclusion des négociations commerciales multilatérales ouvertes le 14 septembre 1973 – conseils des ministres des 18 avril et 21 novembre 1979

57. Réalisation d'un excédent croissant des échanges de service (2, 7 milliards de F. en 1974 ; 26, 5 milliards de F. en 1979)
58. Quasi doublement du montant des exportations de 1974 (222 milliards de F.) à 1979 (430 milliards de F.)

Concurrence

59. Retour à la liberté des prix des produits industriels – arrêté du 1^{er} juin 1978 – et des marges des commerçants – décision du 1^{er} janvier 1980
60. Création de la Commission de la concurrence – décret du 25 octobre 1977
61. Contrôle des concentrations – loi du 19 juillet 1977

Pouvoirs des consommateurs

62. Nouvelle politique de protection et d'information du consommateur – loi du 10 janvier 1978 sur la consommation des produits et de services, loi du 10 janvier 1978 sur les opérations de crédit et loi du 13 juillet 1979 sur l'immobilier

Justice fiscale

63. Imposition des plus-values – loi du 19 juillet 1976
64. Suppression des tantièmes – loi du 31 décembre 1975
65. Suppression de la possibilité d'imputer un déficit foncier sur d'autres formes de revenu – loi de finances pour 1977
66. Meilleure répartition de l'effort fiscal au bénéfice des moins bien nantis – lois de finances pour 1975 à 1980
67. Définition de nouvelles protections pour les contribuables – loi du 29 décembre 1977
68. Aménagement du régime des droits de succession – loi de finances pour 1980
69. Rapprochement du régime fiscal des non-salariés de celui des salariés, création des centres – loi de finances pour 1975 – et des associations de gestion agréée – loi de finances pour 1977

Décentralisation

70. Aménagement de la fiscalité directe locale comportant notamment le vote direct des taxes – loi du 10 janvier 1980
71. Création d'une dotation globale de fonctionnement pour les collectivités locales – loi du 11 octobre 1978
72. Création du fonds de compensation de la TVA au profit des collectivités locales – loi du 13 septembre 1975

Affaires sociales

Femmes

73. « Projet pour les femmes », programme d'action adopté en conseil des ministres du 26 mai 1976 : 100 mesures exécutées au cours des deux années suivantes
74. Nomination de 8 femmes au gouvernement entre 1974 et 1980
75. Libre accès à la contraception – loi du 4 décembre 1974

- 76. Ouverture d'une possibilité d'interruption volontaire de grossesse – lois des 18 janvier 1974 et 31 décembre 1979
- 77. Réforme du divorce – loi du 11 juillet 1975
- 78. Protection accrue des victimes d'abandon de famille et de non représentation d'enfant – loi du 11 juillet 1975
- 79. Dépénalisation de l'adultère – loi du 11 juillet 1975
- 80. Recouvrement des pensions alimentaires par le Trésor public – loi du 11 juillet 1975
- 81. Réforme du jury d'assises pour permettre aux femmes de ne plus être sous-représentées – loi du 28 juillet 1978
- 82. Suppression des discriminations fondées sur le sexe dans l'accès à l'emploi, qu'il s'agisse de la fonction publique (loi du 10 juillet 1975 qui ouvre aux femmes 27 catégories d'emploi qui leur étaient interdites) ou du secteur privé (loi du 11 juillet 1975)
- 83. Retraite à 60 ans pour les femmes – loi du 17 juillet 1977
- 84. Possibilité pour les femmes de signer la déclaration de revenus établie par le mari – loi de finances pour 1975
- 85. Levée du secret fiscal vis-à-vis du conjoint – loi de finances pour 1980

Femmes seules et orphelins

- 86. Possibilité pour les veuves de cumuler, dans certaines limites, une pension personnelle et une pension de reversion – lois des 3 janvier 1975 et 12 juillet 1977
- 87. Création de l'allocation aux parents isolés qui garantit un revenu minimum pendant 1 à 3 ans aux mères seules (veuves, divorcées, célibataires) – loi du 9 juillet 1976
- 88. Augmentation de 50 % de l'allocation orphelin – décret du 24 janvier 1978
- 89. Adoption facilitée – loi du 22 décembre 1976

Famille

- 90. Création d'un congé parental de 2 ans – loi du 12 juillet 1977
- 91. Création du complément familial à compter du 1^{er} janvier 1978 (qui a entraîné une augmentation de 10 % du volume des prestations familiales) – loi du 12 juillet 1977
- 92. Mise en œuvre du contrat de progrès avec les familles : depuis le 1^{er} juillet 1977, le pouvoir d'achat des prestations familiales augmente chaque année de 1,5 %
- 93. Allongement de 2 semaines du congé de maternité – loi du 12 juillet 1978
- 94. Effort en faveur des familles d'au moins 3 enfants : depuis le 1^{er} juillet 1979, le pouvoir d'achat de leurs prestations familiales augmente d'au moins 3 % par an ; les mères d'au moins 3 enfants seront affiliées gratuitement à compter du 1^{er} janvier 1981 d'un revenu minimum familial garanti de 3 500 F. par mois

Sécurité sociale

- 95. Généralisation de la sécurité sociale – lois des 4 juillet 1975 et 2 janvier 1978

Vieillesse

96. Revalorisation du minimum vieillesse : de 14, 40 F. par jour et par personne au 1^{er} janvier 1974 à 40 F. par jour et par personne au 1^{er} décembre 1979
97. Revalorisation des pensions de vieillesse : augmentation du pouvoir d'achat de 25 % en 5 ans
98. Maintien à domicile des personnes âgées : doublement du nombre des bénéficiaires de service d'aide ménagère qui passera de 220 000 en 1978 à 440 000 en 1982

Santé

99. Organisation et contrôle de la profession de biologiste – loi du 11 juillet 1975
100. Humanisation des hôpitaux : 120 000 lots humanisés du 1^{er} janvier 1974 au 1^{er} janvier 1980
101. Augmentation du personnel dans les hôpitaux : 68 000 infirmiers et infirmières en 1974, 102 000 en 1979 ; 26 700 médecins en 1974, 42 000 en 1979
102. Politique de périnatalité : mortalité infantile abaissée de 14, 5 % en 1974 à 10, 6 % en 1978 ; mortalité périnatale abaissée de 19, 3 % en 1974 à 14, 7 % en 1978

Accident de la route

103. Limitation de la vitesse à 90 km/h sur les routes et à 130 km/h sur les autoroutes – décret du 6 novembre 1974
104. Malgré un trafic en augmentation de 25 % de 1973 à 1979, le nombre de morts par accidents de la route a été abaissé de 17 000 en 1973 à 12 500 en 1979

Handicapés

105. Réforme profonde du système des aides aux personnes handicapées et prise en considération des problèmes de leur vie quotidienne – loi d'orientation du 30 juin 1975, 50 décrets d'application de 1975 à 1980

Réforme de l'entreprise et conditions de travail

106. Rapport de Pierre Sudreau sur la réforme de l'entreprise remis au président de la République le 16 février 1975
107. Prévention des accidents de travail – loi du 6 décembre 1976
108. Création du fonds d'amélioration des conditions de travail – loi du 22 juin 1976
109. Repos compensateur pour les heures supplémentaires – loi du 30 juin 1976
110. Diminution de la durée maximale du travail – loi du 25 décembre 1975 et décret du 27 décembre 1979
111. Obligation d'élaborer un bilan social dans les entreprises de plus de 750 salariés – loi du 12 juillet 1975
112. Actionnariat des salariés – conseil des ministres du 31 octobre 1978
113. Désignation des représentants des cadres au conseil d'administration de leur entreprise – conseil des ministres du 5 janvier 1977
114. Maîtrise : recommandation du Gouvernement sur la faculté d'expression des salariés sur le contenu de leur travail et sur la participation de la maîtrise à l'information des salariés – recommandation du 4 avril 1977

- 115. Développement de la concertation avec l'encadrement – loi du 2 janvier 1978
- 116. Conseil des prud'hommes : généralisation et réforme par la loi du 18 janvier 1979 et élections du 12 décembre 1979

Emploi et formation

- 117. Création de la Délégation à l'emploi – décret du 25 juillet 1976
- 118. Institution de nouveaux systèmes de formation pour les jeunes – décret du 4 juin 1975 sur le contrat emploi-formation
- 119. Réforme de l'apprentissage – lois du 12 juillet 1977 et du 3 janvier 1979
- 120. Pactes pour l'emploi des jeunes – lois des 5 juillet 1977, 6 juillet 1978 et 10 juillet 1979 : institution d'aides financières à l'embauche et création de filières de formation facilitant l'insertion professionnelle
- 121. Création du fonds d'adaptation industrielle – conseil des ministres du 6 septembre 1978
- 122. Réforme de l'ANPE – conseil des ministres du 19 décembre 1979
- 123. Pré-retraite à 60 ans – accord du 13 juin 1977
- 124. Accroissement de la protection des chômeurs : d'abord pour les chômeurs victimes d'un licenciement économique (allocation supplémentaire d'attente créée par l'accord du 14 octobre 1974) ; ensuite pour tous les chômeurs (revalorisation de l'indemnisation par la loi du 16 janvier 1976 et l'accord du 16 mars 1979). Extension de la protection des chômeurs – décret du 5 juin 1975 pour les jeunes à la recherche d'un premier emploi et accord du 16 mars 1979 pour les femmes seules et notamment les veuves

Réduction des inégalités sociales et travail manuel

- 125. Rapport Méraud sur les inégalités sociales remis au président de la République le 4 mars 1975
- 126. Création d'un secrétariat d'État à la Condition des travailleurs manuels – décret du 12 janvier 1976
- 127. Retraite à 60 ans pour les travailleurs manuels effectuant des tâches pénibles – loi du 30 décembre 1975
- 128. Limitation du travail en continu – loi du 6 décembre 1976
- 129. Création d'un livret d'épargne manuel – loi du 29 décembre
- 130. Ouverture des grandes écoles aux travailleurs manuels – décret du 14 novembre 1977
- 131. Généralisation de la mensualisation – loi du 19 janvier 1978

Revenus

- 132. Augmentation du pouvoir d'achat d'avril 1974 à avril 1979 de 17, 2 % pour les smicards ; de 13, 5 % pour les ouvriers ; de 13, 1 % pour les employés ; de 6, 9 % pour les agents de maîtrise et les techniciens ; de 3, 5 % pour les cadres
- 133. Revalorisation plus rapide que la moyenne des salaires des travailleurs manuels dans les branches prioritaires à partir de 1978 : bâtiment et travaux publics, industries agricoles et alimentaires, réparation automobile, habillement, ameublement, nettoyage

Immigrés

- 134. Création d'un secrétariat d'État aux Travailleurs immigrés – décret du 8 juin 1974
- 135. Droits identiques aux Français pour les immigrés dans la vie syndicale – loi du 11 juillet 1975
- 136. Répression pour toutes les formes d'exploitation de la main d'œuvre immigrée – lois des 10 juillet 1976 (trafics de main d'œuvre) et 13 juillet 1976 (hébergement collectif)
- 137. Augmentation du montant des moyens financiers consacrés à l'immigration (budget de l'État, part du 1 % réservé au logement et fonds d'action sociale) de 250 millions en 1974 à 1, 5 milliard de F. en 1980

Rapatriés

- 138. Indemnisation des Français rapatriés d'Outre-mer – loi du 2 janvier 1980
- 139. Réforme de la commission nationale des Français musulmans – arrêté du 24 octobre 1979

Justice

Facilitation de l'accès

- 140. Extension de l'aide judiciaire – loi du 30 décembre 1974, décret du 14 mars 1975, loi du 30 décembre 1977
- 141. Gratuité des actes de justice devant les juridictions civiles et administratives – loi du 30 décembre 1977
- 142. Indemnisation par le Trésor public des victimes de dommages corporels résultant d'une infraction – loi du 3 janvier 1977
- 143. Protection judiciaire en faveur des jeunes majeurs éprouvant de graves difficultés d'insertion sociale – décret du 18 février 1975
- 144. Simplification de la procédure de divorce – loi du 11 juillet 1975
- 145. Simplification de la procédure d'adoption – loi du 22 décembre 1976
- 146. Modernisation et simplification de la procédure civile par l'élaboration d'un nouveau code de procédure civile – décrets des 5 décembre 1975, 29 juillet et 28 décembre 1976
- 147. Uniformisation des délais de prescription en matière commerciale – loi du 3 janvier 1977

Protection des libertés publiques et indépendance de la magistrature

- 148. Limitation de la durée de la détention préventive – loi du 6 août 1975
- 149. Protection des droits de l'homme, de la vie privée, des libertés individuelles et publiques en matière d'informatique – loi du 6 janvier 1978
- 150. Désignation d'un parlementaire en mission pour étudier les moyens d'améliorer les conditions d'utilisation de la détention préventive – arrêté du 18 octobre 1979
- 151. Mission confiée au Conseil supérieur de la magistrature en vue d'enquêter sur les conditions d'indépendance d'un juge d'instruction – décision du président de la République du 6 décembre 1979

Renforcement de l'ordre public

152. Amélioration de la sécurité publique et de la lutte contre la violence par la création de 5 000 emplois dans la gendarmerie – conseil des ministres du 8 mars 1978
153. Renforcement de la répression de certaines formes de délinquance (proxénétisme, détournement d'avions) – loi du 11 juillet 1975
154. Création de tribunaux spécialisés en matière financière – loi du 6 août 1975
155. Interdiction de détention d'armes à feu à titre de peine complémentaire pour tout crime et délit – loi du 30 décembre 1977
156. Création d'un contrôle préventif en matière de conduite sous l'emprise de l'alcool – loi du 12 juillet 1978
157. Réforme de la police judiciaire (création d'une catégorie particulière en matière de police et de circulation) – loi du 28 juillet 1978
158. Réforme du jury d'assises (mesures permettant notamment aux femmes de ne plus être sous-représentées) – loi du 28 juillet 1978

Humanisation du système pénitentiaire

159. Réforme du système pénitentiaire, modification du régime de l'exécution des peines en vue de favoriser le reclassement des condamnés ; peines de substitution, ajournement, dispense de peine, aménagement du sursis, extension de la libération conditionnelle – loi du 11 juillet 1975 ; institution d'une période de sûreté et réforme des conditions d'octroi des permissions de sortie pour différencier le traitement des grands criminels de celui des petits délinquants – loi du 22 novembre 1978
160. Amélioration du statut social des détenus : assurance maladie pour leur famille – loi du 9 juillet 1975 ; affiliation à l'assurance vieillesse – loi du 31 décembre 1975 ; protection contre le chômage à la sortie de prison – loi du 30 décembre 1975

Éducation

161. Réforme du système éducatif, rénovation de l'école élémentaire, mise en place du collège unique, gratuité des manuels scolaires – loi du 11 juillet 1975 et décrets du 26 décembre 1976
162. Réforme de la formation des maîtres, formation en 3 ans et création d'un DEUF – arrêtés des 25 juin et 13 juillet 1979
163. Réorganisation de l'enseignement de la musique, développement de l'enseignement de la musique dans les établissements scolaires, accentuation de l'effort de l'État en faveur des conservatoires et création d'un conservatoire national supérieur à Lyon – conseil des ministres du 1^{er} août 1979
164. Liberté de l'enseignement – publication de 13 décrets d'application de la loi du 25 novembre 1977 pour établir la totale parité entre les personnels de l'enseignement public et ceux de l'enseignement privé
165. Fixation d'un nouveau calendrier scolaire comportant une programmation pluriannuelle et l'étalement des vacances d'été – conseil des ministres des 19 juillet 1979, 7 mars et 4 juillet 1979

166. Début d'une ouverture de l'école sur les réalités du monde contemporaine – circulaire du 6 juillet 1979 sur le stage en entreprises pour les professeurs, conseil des ministres du 12 juillet 1979 adoptant un projet de loi sur l'éducation concertée, conseil des ministres du 12 septembre 1979 sur l'initiation à l'informatique
167. Transformation de 3 centres universitaires en universités – décrets des 26 décembre 1978 pour Valenciennes, 22 février 1979 pour Perpignan et 27 juin 1979 pour Chambéry
168. Création d'un secrétariat d'État puis d'un ministère des Universités – décrets des 8 juin 1974 et 10 janvier 1978
169. Réforme du statut des universitaires – décrets des 2 et 8 mars 1978, 30 septembre 1978 et 9 août 1979
170. Modification de la loi d'orientation universitaire – loi du 20 juillet 1978
171. Réforme des études de pharmacie – loi du 2 janvier 1979 ; de médecine – loi du 6 juillet 1979 ; d'architecture – décret du 8 mars 1978
172. Redéfinition de la mission des écoles normales supérieures – conseil des ministres du 8 août 1979
173. Création de l'Institut Auguste-Comte pour l'étude des sciences de l'action – décret du 26 juillet 1977
174. Création du fonds national pour le développement du sport, financé par le prélèvement sur le PMU et le loi – loi de finances pour 1979
175. Formation sportive des jeunes Français, développement des activités des associations sportives des établissements scolaires, extension à l'éducation physique et sportive du régime des heures supplémentaires applicable dans les autres disciplines, création d'un brevet d'aptitude physique pour les enfants de 8 à 13 ans – décrets des 31 août 1978 et 11 juin 1979 et conseil des ministres du 3 octobre 1979
176. Développement de la politique d'échanges de jeunes avec l'étranger – conseil des ministres du 28 novembre 1979

Culture

177. Nouvelle politique du patrimoine national – conseil des ministres du 9 août 1978
178. 1980, année du Patrimoine national – conseil des ministres du 12 décembre 1979
179. Création d'un musée du XIX^e siècle – conseil des ministres du 16 août 1977
180. Définition d'un programme pluriannuel pour les musées – loi du 11 juillet 1978
181. Application de la loi-programme sur les musées du 11 juillet 1978, projet de création du musée Picasso à l'hôtel Salé, des musées de Cherbourg, Guiry-en-Vexin, Nice-Cimiez, Le Moule (Guadeloupe), Orléans, Troyes, Villeneuve-d'Ascq – conseil des ministres du 17 octobre 1979
182. Réalisations et projets d'opérations d'urbanisme culturel de l'État en région parisienne (parc de La Villette, musée du XIX^e siècle, Grand Palais) – conseil des ministres du 1^{er} août 1979
183. Réforme de la gestion des grands domaines nationaux (Versailles, Saint-Cloud) et réaménagement du jardin des Tuileries – conseil des ministres du 1^{er} août 1978
184. Nouvelle politique et constitution des Archives nationales – conseil des ministres du 19 octobre 1977 et loi du 3 janvier 1979

- 185. Création de la Société des autographes et manuscrits français le 15 mai 1979
- 186. Décentralisation de la politique culturelle : 26 chartes signées entre 1974 et 1979
- 187. Création de la direction du Livre – décret du 29 septembre 1975
- 188. Extension aux artistes et auteurs de la protection de la Sécurité sociale – loi du 31 décembre 1975
- 189. Réforme de l'ORTF – loi du 7 août 1974
- 190. Mise en place du fonds de la création audiovisuelle – loi de finances pour 1979
- 191. Réforme du contrôle cinématographique – loi de finances pour 1976
- 192. Nouveaux statuts de la Comédie française – décret du 7 novembre 1978
- 193. Retour en France de Pierre Boulez et création de l'ensemble intercontemporain le 16 décembre 1975
- 194. Nouvelle politique du cirque – lettre du président de la République au ministre de la Culture et de la Communication du 8 août 1978

Recherche, énergie, matières premières, industrie

Recherche

- 195. Définition d'une nouvelle politique de la recherche scientifique et technique – conseils restreints des 28 février et 3 novembre 1975
- 196. Plan décennal de la recherche scientifique et technique – conseil restreint du 26 juillet 1979 et conseil des ministres du 1^{er} août 1979
- 197. Réforme du CNRS – décret du 12 septembre 1979
- 198. Création d'un secrétariat d'État à la Recherche – décret du 25 avril 1977
- 199. Réforme de l'Académie des sciences – décret du 15 novembre 1976
- 200. Création d'un établissement public chargé d'aménager à La Villette un grand musée des Sciences et des Techniques – décret du 13 juillet 1979
- 201. Lettre de mission adressée à Simon Nora le 20 décembre 1976 et rapport sur « L'informatisation de la société française » remis au président de la République le 20 janvier 1978
- 202. Lettre de mission adressée à François Gros, François Jacob et Pierre Royer le 28 novembre 1978 et rapport sur « Sciences de la vie et société » remis au président de la République le 13 novembre 1979

Énergie

- 203. Définition d'une nouvelle politique de l'énergie comportant notamment l'engagement d'un programme de centrales nucléaires visant à porter la part du nucléaire à 25 % des besoins énergétiques français en 1985 – conseil central de planification du 1^{er} février 1975
- 204. Création de l'Agence pour les économies d'énergie – décret du 29 novembre 1974
- 205. Création du Commissariat à l'énergie solaire – décret du 9 mars 1978
- 206. Modification de l'heure légale – décret du 19 septembre 1975
- 207. Limitation de la vitesse sur les routes et autoroutes – décret du 6 novembre 1974
- 208. Encadrement de la consommation de fuel – arrêté du 30 juin 1979
- 209. Incitation aux investissements économisant l'énergie dans l'industrie par primes et prêts – circulaire du 28 septembre 1979

- 210. Incitation aux travaux économisant l'énergie dans l'habitat – décret du 5 décembre 1979
- 211. Isolement thermique obligatoire pour les constructions neuves – décret du 10 avril 1974 – et abaissement à 19° de la température de chauffage des locaux – décret du 22 août 1979

Matières premières

- 212. Définition d'une nouvelle politique des matières premières pour la France – conseil restreint du 21 janvier 1975
- 213. Création d'une Délégation aux économies des matières premières – décret du 23 avril 1975
- 214. Création d'un stock de précaution destiné à représenter deux mois de consommation française de minerais importés et création d'une Caisse française de matières premières – conseils restreints des 21 janvier 1975 et 12 décembre 1979
- 215. Création de l'Agence nationale pour la récupération des déchets – décret du 25 mai 1976

Industrie

- 216. Définition d'une nouvelle politique industrielle – conseil restreint du 4 septembre 1979
- 217. Création du Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles – arrêté du 28 novembre 1974
- 218. Création d'un fonds spécial d'adaptation industrielle – conseil des ministres du 6 septembre 1978
- 219. Création du comité d'orientation pour le développement des industries stratégiques – arrêté du 16 octobre 1979
- 220. Encouragement à la création d'entreprises (mesures fiscales, primes, fonds national de garantie) – loi de finances pour 1977, décret du 27 juillet 1977, conseil des ministres du 14 mars 1979
- 221. Création de l'Agence pour la création d'entreprises – décret du 14 mars 1979
- 222. Lancement d'un programme de modernisation et de décentralisation du financement de l'économie – conseil restreint du 5 juillet 1979
- 223. Définition d'une nouvelle politique à l'égard de la petite et moyenne industrie, nomination d'un secrétaire d'État – conseils restreints des 11 mars 1976 et 24 mai 1977
- 224. Renforcement des fonds propres et des moyens de financement à long terme des PME, incitation de l'État aux SDR – décret du 20 mai 1976 - ; amélioration du régime fiscal des comptes courants d'associés – loi de finances pour 1977 - ; création d'un crédit d'équipement pour les PME – conseil des ministres du 19 décembre 1979
- 225. Francisation des principales industries de technologie avancées, électro-nucléaire – conseils restreints des 1^{er} février et 6 août 1975 et 15 avril 1976 - ; téléphone – conseils restreints des 22 avril 1975 et 13 mai 1976 - ; informatique – conseils restreints des 29 novembre 1974, 18 février et 24 avril 1975

- 226. Installation de 12 millions de lignes téléphoniques pendant la période couverte par le VII^e Plan : dotation de 105 milliards de F.
- 227. Définition de la politique spatiale française comportant la fabrication du lanceur Ariane – conseils des ministres des 14 octobre 1974 et 27 septembre 1977 – et lancement réussi d’Ariane le 24 décembre 1979
- 228. Décision du lancement d’un système spatial de télécommunications Telecom 1 – conseil restreint du 29 février 1979
- 229. Lancement d’un programme de développement des applications de l’informatique doté de 2, 25 milliards sur 5 ans et création de l’Agence pour la diffusion des applications de l’informatique – décret du 27 septembre 1979
- 230. Prise d’une participation de l’État dans le capital de l’Aéronautique Marcel Dassault-Bréguet Aviation – loi de finances rectificative de décembre 1978
- 231. Réussite du programme d’avion Airbus : 23 avions commandés ou en option le 1^{er} juin 1974 ; 404 le 1^{er} mars 1980
- 232. Lancement d’un nouveau programme d’avion civil A 310 – conseil des ministres du 12 juillet 1978
- 233. Réussite commerciale du programme de moteur d’avion CFM 56 de Snecma-Ge : aucun moteur vendu le 1^{er} juin 1974 ; 500 vendus le 1^{er} mars 1980
- 234. Lancement d’un programme de développement des applications de la biologie – conseil restreint du 14 février 1980
- 235. Définition d’une politique de la mer et du littoral maritime – conseil central de planification du 23 septembre 1975
- 236. Développement de la flotte de commerce : 13, 7 millions de tonnes de port en lourd le 1^{er} juin 1974 ; 20, 8 millions le 1^{er} mars 1980
- 237. Extension à 200 miles de la zone maritime française – loi du 16 juillet 1976
- 238. Regroupements entre Peugeot et Citroën et entre Saviem et Berliet – communiqué du 3 décembre 1975
- 239. Rachat des filiales européennes de Chrysler par Peugeot-Citroën – autorisation du 19 octobre 1978
- 240. Restructuration de l’industrie sidérurgique – loi du 23 octobre 1978

Agriculture

- 241. Définition d’une nouvelle politique agricole – discours de Vassy le 16 décembre 1977
- 242. Loi d’orientation agricole votée à l’Assemblée nationale le 16 décembre 1979
- 243. Organisation des interprofessions – loi du 10 juillet 1975
- 244. Amélioration du fonctionnement des SAFER – loi du 29 décembre 1977
- 245. Incitation de la mise en valeur des terres incultes – loi du 4 janvier 1978
- 246. Extension à l’ensemble du territoire du versement de la dotation en faveur des jeunes agriculteurs – décret du 6 février 1978
- 247. Aide aux jeunes agriculteurs – décrets des 3 février 1977 et 2 février 1978
- 248. Augmentation de l’IVD – décret du 19 décembre 1979
- 249. Adoption à la demande du gouvernement français des directives communautaires sur les zones de montagne et sur les zones défavorisées les 28 avril 1975 et 14 février 1977

- 250. Aides aux agriculteurs de montagne – décrets des 3 juin et 22 novembre 1977 et 22 mars 1978
- 251. Création du fonds interministériel de développement et d'aménagement rural [FIDAR] – décret du 3 juillet 1979
- 252. Augmentation des aides à la prophylaxie – arrêtés des 22 août 1975 et 26 juin 1978
- 253. Élaboration avant le 30 avril 1980 d'un plan pluriannuel de l'élevage – conférence annuelle du 23 novembre 1979
- 254. Création du conseil interprofessionnel national de l'économie porcine – décret du 5 septembre 1979
- 255. Nomination de Claude Dhinnin comme parlementaire en mission auprès du ministre de l'Agriculture pour les problèmes de l'horticulture – décret du 19 octobre 1979
- 256. Nouvelle politique viticole comportant notamment la définition d'un plan de rénovation pour le Languedoc-Roussillon – conseil des ministres du 19 janvier 1977 – et la création d'une interprofession des vins de table et d'un Office national interprofessionnel – décret du 7 avril 1976
- 257. Adoption définitive du nouveau règlement communautaire viticole prévoyant notamment un prix minimum en cas de crise et des mesures structurelles en faveur du vignoble méditerranéen – conseil des communautés du 11 décembre 1979
- 258. Programme d'action prioritaire du VII^e Plan sur l'alimentation animale
- 259. Mise en place d'un dispositif de protection et de développement de la forêt française – loi du 10 juillet 1977 – et préparation d'un projet de loi sur sa mise en valeur
- 260. Nomination de Jean Proriot comme parlementaire en mission pour les questions relatives à la forêt – décret du 13 novembre 1979
- 261. Création du fonds de développement des industries du bois – décret du 29 avril 1979
- 262. Lutte contre les feux de forêt – conseil des ministres du 9 janvier 1980
- 263. Réforme des calamités agricoles – décret du 21 septembre 1979
- 264. Création d'un secrétariat d'État aux Industries agro-alimentaires et nomination de Michel Debatisse – décret du 22 octobre 1979
- 265. Loi d'aide à l'enseignement privé agricole et augmentation de la participation de l'État – loi du 28 juillet 1978
- 266. Étude de l'organisation et de la réforme des structures de l'INRA – conseil des ministres du 25 avril 1979
- 267. Protection des animaux, nomination de Pierre Micaux comme parlementaire en mission auprès du ministre de l'Agriculture, chargé d'étudier les moyens d'améliorer la protection des animaux – lettre du président de la République au Premier ministre du 9 octobre 1979 et décret du 18 octobre 1979

Commerce et artisanat

- 268. Prime à la création et au développement des entreprises artisanales – décrets des 24 août 1976, 25 mars et 29 août 1979
- 269. Réforme de l'apprentissage – lois des 11 juillet 1975 et 12 juillet 1977

- 270. Prise en charge des cotisations sociales des apprentis et création d'une prime pour les maîtres d'apprentissage – lois du 3 janvier et 10 juillet 1979
- 271. Prime à l'embauche du premier salarié par un artisan – décret du 10 juillet 1979
- 272. Atténuation pendant 3 ans des prélèvements obligatoires résultant du franchissement du seuil de 10 salariés – décret du 11 octobre 1979
- 273. Triplement des dotations des prêts bonifiés du FDES au commerce et à l'artisanat
- 274. Alignement du régime de vieillesse des commerçants et artisans sur celui des salariés du régime général, achevé en 1978
- 275. Élaboration d'un statut pour les conjoints – conseil restreint du 7 janvier 1980
- 276. Charte de l'artisanat – conseil des ministres du 19 mars 1980
- 277. Mesures en faveur des métiers d'art et notamment création d'un fonds d'encouragement aux métiers d'art – conseils restreints des 15 décembre 1975, 29 janvier 1976 et 7 juin 1979

Construction, environnement et qualité de la vie

Construction

- 278. Nouvelle politique du logement – loi du 3 janvier 1977
- 279. Nombre de logements mis en chantier de 1974 à 1979 : 2 904 000
- 280. Nouvelle politique architecturale – loi du 18 décembre 1976
- 281. Nouvelle politique de l'urbanisme – loi du 31 décembre 1976
- 282. Nouvelle politique foncière – loi du 31 décembre 1975
- 283. Création de la mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques – décret du 20 octobre 1977

Environnement

- 284. Charte de la nature et du cadre de vie – loi du 10 juillet 1976
- 285. Création d'un grand ministère de l'Environnement et du Cadre de vie (décret du 12 avril 1978) et d'une délégation à la Qualité de la vie (décret du 6 septembre 1978)
- 286. Création d'un comité interministériel pour la sécurité nucléaire – décret du 4 août 1975
- 287. Création du conseil de l'information sur l'énergie électro-nucléaire – décret du 10 novembre 1977
- 288. Création d'une agence de gestion des déchets nucléaires – arrêté du 7 novembre 1979
- 289. Création du conservatoire du littoral – loi du 10 juillet 1975
- 290. Protection du littoral et de la montagne – décrets du 25 août 1979 et du 22 novembre 1977
- 291. Prévention et lutte contre les pollutions marines : conseil des ministres du 5 juillet 1978

Qualité de la vie

- 292. Définition d'une politique pour les banlieues : conseil central de planification du 18 décembre 1979

- 293. Création du groupe interministériel pour l'aménagement du temps – conseil des ministres du 10 mars 1976
- 294. Aménagement des vacances scolaires – arrêté du 22 mars 1979
- 295. Mission confiée à Jacques Blanc, député de la Lozère, sur la réduction des inégalités d'accès aux vacances – lettre du président de la République du 10 janvier 1977

Aménagement du territoire

- 296. Nouvelles orientations de l'aménagement du territoire – conseils centraux de planification des 25 novembre 1975 et du 3 avril 1979
- 297. Programmes spéciaux de développement pour le Massif central (conseil des ministres du 1^{er} octobre 1975), la Corse (discours d'Ajaccio du 7 juin 1978), les zones forestières (conseil des ministres du 23 février 1976), l'Ouest et les façades maritimes (conseil central de planification du 23 septembre 1975), le Grand Sud-Ouest (discours de Mazamet du 17 novembre 1979)
- 298. Doublement du réseau des autoroutes et des voies rapides de 1974 à 1979
- 299. Création du fonds spécial d'adaptation industrielle : 17 000 emplois créés en un an dans les zones touchées par la reconversion de la sidérurgie et de la construction navale – décret du 6 septembre 1978
- 300. Priorité donnée aux créations d'emplois : mis en œuvre d'un nouveau régime de primes et d'une nouvelle carte des aides au développement régional – décret du 14 avril 1976
- 301. Priorité au développement des activités en zone rurale ; création d'une prime spéciale rurale – décret du 24 août 1976
- 302. Décentralisation des activités tertiaires – conseil central de planification du 5 juillet 1979 sur la décentralisation du financement de l'économie
- 303. Mise en place des Instituts de participation de l'Ouest et du Sud-Ouest – décisions du 5 novembre et 12 décembre 1979
- 304. Priorité aux villes petites et moyennes : 70 contrats de villes moyennes et 240 contrats de pays signés entre 1974 et 1980
- 305. Décentralisation de la politique culturelle : 26 chartes culturelles signées entre 1974 et 1980

Défense

Toutes armes

- 306. Planification des équipements militaires pour les années 1977-1978 – loi de programmation militaire du 19 juin 1976
- 307. Actualisation de la loi de programmation militaire – conseil de défense du 29 mars 1979
- 308. Réorganisation de la Délégation générale de l'Armement – décision du 10 mai 1977
- 309. Modernisation du règlement de discipline générale dans les armées – décret du 28 juillet 1975

- 310. Amélioration des conditions de vie des appelés du contingent grâce à une augmentation substantielle du prêt du soldat et au droit ouvert à un voyage gratuit mensuel – conseil de défense du 10 octobre 1974
- 311. Amélioration de la condition militaire pour l'adaptation des pyramides de grades d'officiers et de sous-officiers – loi du 30 octobre 1975 modifiant la loi du 13 juillet 1972
- 312. Création du corps des majors – décret du 22 décembre 1975
- 313. Intensification de la part prise à la lutte contre les calamités : sécheresse (1976), marée noire (1978), incendies de forêts (1978-1979), sauvetages en mer et en montagne
- 314. Actions extérieures : première participation française au profit de l'ONU avec le contingent mis à la disposition de la force intérimaire des Nations unies au Liban (1978) ; Tchad ; Mauritanie (1977 puis 1979) ; Centrafrique (1979) ; secours à La Dominique et à l'île Maurice ; participation à l'aide au Cambodge

Terre

- 315. Réorganisation de l'armée de Terre amenant un allègement des frais généraux, une meilleure polyvalence et une plus grande mobilité des forces, et renforçant l'unité de commandement – conseil de défense du 21 octobre 1975
- 316. Entrée en service de matériels nouveaux dans l'armée de Terre : blindés (véhicule de l'avant blindé en 1977, AMX 10 RC en 1979) ; missile sol-air Roland (1978) ; canon automoteur de 155 mm (1979) ; fusil FAMAS (1979) ; réseau intégré des transmissions automatiques (1980)

Air

- 317. Création d'un escadron aérien nucléaire tactique dans le cadre du renforcement de nos moyens d'action en Méditerranée – conseil de défense du 18 décembre 1974
- 318. Élaboration du missile M4 à ogives multiples – conseil de défense du 10 octobre 1974
- 319. Choix de l'avion de combat Mirage 2000 – conseil de défense du 18 décembre 1975
- 320. Réalisation en 5 ans de 200 abris bétonnés pour avions sur nos bases aériennes – lois de finances pour 1975 à 1979
- 321. Entrée en service de matériels nouveaux dans l'armée de l'Air : missile sol-air Crotale pour la défense des bases aériennes (décembre 1977) ; nouvelle génération de missiles air-air de défense aérienne (Magic en décembre 1976 et Matra Super 530 en décembre 1979) ; avion d'entraînement Alphajet (mai 1979)
- 322. Décision de relance de la chaîne des avions de transport Transall avec ravitaillement en vol (2 décembre 1976)
- 323. Décision d'acquérir 100 Mirage F 1 supplémentaires – lois de finances pour 1977 à 1980
- 324. Décision de remplacement des missiles Pluton – conseil de défense du 22 décembre 1977
- 325. Entrée en service de la première unité de missiles S 3 du plateau d'Albion (1^{er} juin 1980)

Mer

- 326. Transfert en Méditerranée de notre force porte-avions – conseil de défense du 18 décembre 1974
- 327. Admission au service actif du 4^e SNLE (décembre 1976) et du 5^e SNLE (mai 1980)
- 328. Livraison de l'avion Super-Étendard pour l'aéronavale (1978)
- 329. Définition de la marine future – conseil de défense du 6 juin 1978
- 330. Décision de construction du 6^e SNLE – conseil restreint du 19 septembre 1978
- 331. Adaptation du premier porte-avions à l'arme nucléaire tactique marine (janvier 1979)
- 332. Admission au service actif de la première corvette anti-sous-marine (décembre 1979)

Gendarmerie

- 333. Amélioration de la sécurité publique et de la lutte contre la violence par création de 5 000 emplois dans la gendarmerie – conseil des ministres du 8 mars 1978
- 334. Réorganisation de la Garde républicaine – décision du 14 avril 1978

Anciens combattants

- 335. Doublement du montant de la pension de base des Anciens combattants
- 336. Reconnaissance de la qualité de combattant et attribution de la carte de combattant aux anciens d'AFN – loi du 9 décembre 1974
- 337. Inauguration du monument du soldat inconnu d'AFN à Notre-Dame-de-Lorette (16 octobre 1977)
- 338. Extension des droits à pré-retraite (60 ans) en faveur des salariés ACVG – arrêté du 11 juillet 1978 du ministre du Travail
- 339. Abaissement des conditions d'âge auquel les veuves de guerre peuvent percevoir leur retraite (60 ans ramené à 55 ans) et revalorisation des pensions – lois de finances pour 1978 à 1980
- 340. Mise à parité des retraites des Anciens combattants de 1939-1945 sur celles des Anciens combattants de 1914-1918 – loi de finances pour 1978
- 341. Augmentation des contingents triennaux de la Légion d'honneur en faveur des ACVG de 1914-1918 et de 1939-1945 (13 juin 1976)
- 342. Ouverture de la négociation franco-allemande pour les Alsaciens « incorporés de force » (Aix-La-Chapelle, 15 septembre 1978)

DOM-TOM

Départementalisation économique des DOM

- 343. Nationalisation de l'électricité dans les DOM – loi du 11 juillet 1975
- 344. Prorogation pour toute la durée du VII^e Plan de la prime d'emploi et des mesures d'allègement des charges sociales et salariales – décret du 6 avril 1976
- 345. Uniformisation du régime applicable en matière de prime spéciale d'équipement hôtelier – décret du 4 mai 1976
- 346. Aménagement de la prime d'équipement industriel – décret du 12 octobre 1976

- 347. Extension aux DOM de la législation et de la réglementation agricoles : groupements agricoles d'exploitation en commun (décret du 30 mai 1978) ; IVD (décret du 2 novembre 1978) ; bail rural à long terme (décret du 14 février 1979) ; groupements fonciers agricoles (décret du 14 février 1979)
- 348. Renforcement des incitations aux investissements productifs : réforme du FIDOM – décret du 28 juin 1979
- 349. Financement et mise en œuvre du programme de développement agricole de la Guyane – décret du 5 juillet 1978
- 350. Création d'une zone spéciale d'action rurale à La Réunion – décrets du 23 juin 1978 et du 25 mai 1979
- 351. Extension au département de Saint-Pierre-et-Miquelon de la prime d'équipement industriel, de la prime de création d'emploi et de la prime d'orientation agricole – décrets des 9 et 23 mars 1978
- 352. Ouverture du réseau téléphonique automatique entre les DOM et la métropole (1977-1979)
- 353. Amélioration des transports aériens entre les DOM et la métropole (1979)

Mesures sociales en faveur des populations des DOM

- 354. Extension de l'allocation-logement – loi du 11 juillet 1975 et décret du 25 juin 1976
- 355. Maintien des prestations familiales aux travailleurs privés d'emploi – décrets des 4 juillet 1975 et 2 décembre 1977
- 356. Extension de la notion d'enfants à charge aux « enfants recueillis » et attribution des prestations familiales aux femmes isolées ayant au moins deux enfants à charge – décret du 9 juin 1975
- 357. Réduction des taux de cotisations d'assurances sociales et d'assurance-vieillesse dues par les marins pêcheurs – loi du 27 avril 1977 et décret du 24 novembre 1977
- 358. Création du complément familial dans les DOM – loi du 29 décembre 1977 et décret du 5 septembre 1978

Mesures destinées à assurer le développement de l'emploi et une meilleure protection sociale dans les DOM

- 359. Extension aux TOM des mesures d'incitation aux investissements et des exonérations fiscales applicables aux DOM – conseil restreint du 10 juillet 1975
- 360. Association des TOM du Pacifique à la convention de Lomé – conseil des ministres des communautés européennes du 29 juin 1976, décision à la demande du gouvernement français
- 361. Politique de la mer dans les TOM – conseil interministériel du 27 février 1979

Nouvelle-Calédonie

- 362. Création du FADIL ; relance du projet d'exploitation du gisement de nickel du Nord ; lancement de l'étude portant sur la réalisation d'un complexe minier et métallurgique dans le Sud du territoire ; lancement de l'inventaire minier après la consolidation des droits miniers ; réforme de la fiscalité directe et institution d'une « taxe de solidarité » assurant le financement d'un budget additionnel

d'investissements ; réforme du code des investissements – conseil restreint du 10 juillet 1975

Polynésie française

363. Développement du CNEXO et installation du FADIP pour le développement des îles de l'archipel polynésien – conseil restreint du 10 juillet 1975
364. Contribution de l'État à la protection sociale des travailleurs non salariés ; crédits spéciaux affectés au logement social ; ouverture de crédits par le ministère du Travail en vue de la création en 1980 des « chantiers de développement » - mesures annoncées par le président de la République lors de son déplacement dans le Pacifique et mises en œuvre par le comité interministériel du 12 décembre 1979

II. Politique extérieure

Droits de l'Homme

365. Décision de ratifier les pactes des Nations unies relatifs l'un aux droits civils et politiques, l'autre aux droits économiques, sociaux et culturels – conseil des ministres du 6 décembre 1978
366. Création du comité national d'entraide (juillet 1975) et accueil en France de plus de 60 000 réfugiés d'Indochine et de 5 000 réfugiés chiliens (1974-1979)
367. Proposition de développement des commissions régionales des droits de l'Homme – discours lors de la réception du prix Nansen le 10 décembre 1979
368. Initiative de la Conférence des Nations unies sur l'aide aux populations du Cambodge, New York, 5 novembre 1979

Désarmement et non-prolifération

369. Projet de conférence du désarmement en Europe – discours du président de la République devant l'Assemblée générale des Nations unies le 25 mai 1978
370. Projet de création d'un Institut de désarmement, d'un fonds de développement financé à partir d'économies réalisées sur les armements, d'une agence de satellites pour contrôler le désarmement – discours du président de la République devant l'Assemblée générale des Nations unies le 25 mai 1978
371. Signature du protocole n° 1 du traité de Tlatelolco sur la dénucléarisation de l'Amérique latine le 2 mars 1979
372. Participation de la France au comité de désarmement de Genève, depuis le 24 janvier 1979
373. Création du Conseil de politique nucléaire extérieure – décret du 1^{er} septembre 1976

Instauration du dialogue Nord-Sud et concertation internationale

374. Idée et lancement du dialogue Nord-Sud – réunion de presse du 24 octobre 1974, conférence de Paris du 16 au 19 décembre 1975
375. Sommets à l'initiative du président de la République des chefs d'État et de gouvernement des principales démocraties industrielles – Rambouillet, 15 novembre 1975 ; Porto-Rico, 27-28 juin 1976 ; Londres, 7-9 mai 1977
376. Définition concertée d'une politique de maîtrise des importations pétrolières – conseil européen de Strasbourg, 21-22 juin 1979 ; sommet de Tokyo, 27-29 juin 1979
377. Adhésion de la France à la Banque interaméricaine de développement le 10 janvier 1974
378. Réforme de la Caisse centrale de coopération économique et extension de ses moyens d'action – conseil restreint du 18 mai 1978
379. Augmentation de l'enveloppe des prêts du Trésor, fixés à 2 500 MF pour 1979 – comité restreint du 7 février 1979
380. Augmentation sélective de notre aide multilatérale au profit du PNUD, de la BIRD et de l'AID – conseil restreint du 16 février 1979

381. Annulation des créances publiques de la France sur certains pays en développement – conseil restreint du 16 février 1979, conseil des ministres du 11 avril 1979

Trilogue

382. Conférence de presse du 15 février 1979 au cours de laquelle le président de la République lance l'idée d'une rencontre avec les dirigeants des États d'Europe, des États d'Afrique et des États de la Ligue arabe
383. Au conseil européen de Paris les 12 et 13 mars 1979, le président de la République informe les autres membres des Neuf du projet de Trilogue et recueille l'approbation et le soutien des pays participant à cette réunion
384. Évocation de l'idée d'une charte de solidarité entre les pays du Trilogue et approbation et soutien des pays participant – sommet franco-africain de Kigali, le 22 mai 1979
385. Exposé des perspectives d'ensemble du Trilogue, de l'approche essentiellement politique du projet et de ses différentes étapes – Khartoum, le 23 mai 1979, devant le Président Nimeiri, président en exercice de l'OUA
386. Décision de créer à Paris un Institut du monde arabe – conseil des ministres du 24 décembre 1974
387. Décision française de participer par l'emploi d'un contingent à la FINUL – résolution du conseil de sécurité des Nations unies du 18 mars 1978

Politique africaine

388. Achèvement de la décolonisation : octroi de l'indépendance à Djibouti (28 juin 1977) et aux Comores (3 juillet 1975)
389. Rétablissement des relations avec la Guinée – voyage à Conakry du 20 au 22 décembre 1978
390. Actions en faveur de la stabilité en Afrique, à la demande des gouvernements concernés (Kolwezi au Zaïre, Mauritanie, Tchad, Djibouti, Bangui en Centrafrique)
391. Organisation et développement de la conférence annuelle franco-africaine
392. Extension de la coopération à la Guinée Bissau (accord du 12 avril 1976), au Cap Vert (accord du 12 février 1976), à Sao Tomé (accord du 14 janvier 1976), aux Seychelles (accord du 15 juillet 1976) et à la Somalie (visite à Paris du Président Syad Barré le 11 juillet 1978)
393. Renforcement des relations avec le Liberia (visite du Président Tolbert le 22 mars 1979), le Sierra Leone (visite du Président Siaka Stevens le 1^{er} juin 1979), le Soudan (visite du Président Nimeiri du 16 au 18 mai 1977) et le Kenya (visite du Président Arap Moi du 13 au 15 mars 1978)
394. Création du fonds de solidarité africain – conseil restreint du 26 juin 1975, accord du 21 décembre 1976
395. Proposition d'un programme exceptionnel de promotion de l'Afrique – 3^e conférence franco-africaine de Paris le 11 mai 1976, lancement de l'action concertée pour le développement en Afrique le 27 décembre 1979
396. Adhésion de la France à la Banque africaine de développement le 18 mai 1979

Construction européenne

397. Institution du conseil européen sur proposition française lors de la conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEE réunie à Paris les 9 et 10 décembre 1974
398. Élection au suffrage universel de l'Assemblée parlementaire européenne – conseil des ministres de la CEE du 20 septembre 1976, premières élections le 10 juin 1979
399. Création du système monétaire européen, projet présenté conjointement par la France et l'Allemagne au conseil européen des 6 et 7 juillet 1978, entrée en vigueur du SME décidée au conseil européen de Paris le 12 mars 1979
400. Élargissement des communautés européennes : négociation et signature (18 mai 1979 à Athènes) du traité d'adhésion de la Grèce, ratifié par le président de la République le 20 décembre 1979 ; ouverture des négociations d'adhésion du Portugal (17 octobre 1978) et de l'Espagne (5 février 1979)
401. Rapport des Trois sages concernant les adaptations nécessaires des mécanismes et des procédures des institutions européennes : proposition du président de la République du 11 septembre 1978, rapport remis le 19 novembre 1979
402. Proposition d'un espace judiciaire européen présentée par le président de la République – conseil européen des 5 et 6 décembre 1977

Table des matières

Réformes du septennat giscardien.....	1
I. Politique intérieure.....	1
Institutions et décentralisation.....	1
Institutions.....	1
Décentralisation.....	1
Réforme administrative.....	2
Protection.....	2
Institutions.....	2
Information.....	3
Économie et finances.....	3
Croissance.....	3
Investissement.....	3
Lutte contre l'inflation.....	3
Exportation.....	3
Concurrence.....	4
Pouvoirs des consommateurs.....	4
Justice fiscale.....	4
Décentralisation.....	4
Affaires sociales.....	4
Femmes.....	4
Femmes seules et orphelins.....	5
Famille.....	5
Sécurité sociale.....	5
Vieillesse.....	6
Santé.....	6
Accident de la route.....	6
Handicapés.....	6
Réforme de l'entreprise et conditions de travail.....	6

Emploi et formation	7
Réduction des inégalités sociales et travail manuel.....	7
Revenus.....	7
Immigrés.....	8
Rapatriés	8
Justice	8
Facilitation de l'accès.....	8
Protection des libertés publiques et indépendance de la magistrature.....	8
Renforcement de l'ordre public.....	9
Humanisation du système pénitentiaire	9
Éducation	9
Culture	10
Recherche, énergie, matières premières, industrie	11
Recherche	11
Énergie	11
Matières premières.....	12
Industrie.....	12
Agriculture	13
Commerce et artisanat.....	14
Construction, environnement et qualité de la vie	15
Construction.....	15
Environnement	15
Qualité de la vie.....	15
Aménagement du territoire.....	16
Défense	16
Toutes armes	16
Terre.....	17
Air	17

Mer	18
Gendarmerie.....	18
Anciens combattants.....	18
DOM-TOM	18
Départementalisation économique des DOM	18
Mesures sociales en faveur des populations des DOM.....	19
Mesures destinées à assurer le développement de l'emploi et une meilleure protection sociale dans les DOM	19
Nouvelle-Calédonie	19
Polynésie française	20
II. Politique extérieure	21
Droits de l'Homme	21
Désarmement et non-prolifération	21
Instauration du dialogue Nord-Sud et concertation internationale ..	21
Trilogie	22
Politique africaine.....	22
Construction européenne.....	23
Table des matières.....	24